

Pouvoir politique et sciences sociales. L'exemple des « pays de l'Est »

Rose-Marie LAGRAVE, sociologue
(EHESS, IRIS, France)

Introduction

Prendre l'exemple des sciences sociales dans les pays dits de l'Est au sortir des régimes communistes après la chute du mur de Berlin en 1989 peut apparaître très éloigné de nos réflexions sur les reconfigurations maliennes. Toutefois, en décentrant le regard sur d'autres espaces géopolitiques et sur un autre moment historique, on peut tenter, à travers cet exemple, de saisir ce que les pouvoirs politiques font aux sciences sociales. En examinant le cas singulier des régimes communistes, on peut plus généralement poser des questions sur les liens entre pouvoir politique et sciences sociales, pour mettre en évidence les conditions d'autonomisation du champ des sciences sociales, et les conditions d'une éthique professionnelle des chercheurs face aux sollicitations des pouvoirs politiques. Il s'agit donc de participer à une réflexion sur les pratiques de redistribution des savoirs dans un monde où prévaut une distribution inégale des connaissances entre pays et institutions de recherche, asymétrie qui engage de surcroît la responsabilité du chercheur. En outre, cette réflexion n'est pas si éloignée qu'on peut le penser des sciences sociales au Mali dans la mesure où l'ouvrage issu du programme de recherches ELITAF (Élites africaines formées dans les pays de l'ex-bloc soviétique) retrace les illusions et les désillusions d'étudiants maliens formés à l'université Patrice-Lumumba à Moscou, en RDA ou en Roumanie. Gabriel C, étudiant malien, souligne ainsi que « *cette éducation contraste avec*

la nature de l'étudiant noir, car inadaptée aux réalités africaines. L'acquisition de cette éducation déracine l'homme noir, le pervertit. Un voile noir, très lourd cache la xénophobie meurtrière dont sont victimes des étudiants noirs des pays de l'Europe de l'Est » (Leclerc-Olive 2015 : 116). Il ne s'agit pas ici de restituer les expériences des diplômés africains dans les pays de l'Est, mais en s'inspirant de la remarque de Gabriel C, on voudrait évaluer les apports et les effets pervers des sciences sociales occidentales sur la reconfiguration des sciences sociales dans les pays de l'Est, à partir d'une observation de terrain pendant une décennie, expérience que j'ai restituée dans un ouvrage, *Voyage aux pays d'une utopie déchue. Plaidoyer pour l'Europe centrale* (Lagrave 1998) et que je vais revisiter de façon critique. Pour appréhender les relations tensionnelles entre pouvoir politique et sciences sociales, je procéderai en trois moments : le rappel des éléments qui ont participé à la chute du communisme confronté au contexte politique et scientifique tel que je l'ai appréhendé pendant les années 1990-1992 ; comment j'ai constitué le champ académique de l'Est européen en terrain et ma position sur ce terrain ; les enseignements que l'on peut tirer de cette expérience pour saisir à quelles conditions les outils des sciences sociales sont universalisables, question qui concerne aussi notre master.

1. La compétition entre pays occidentaux après la chute du mur de Berlin

Je vais rappeler de manière très succincte les grandes lignes qui ont engendré le basculement des régimes communistes vers une période d'incertitude, appelée transition par nombre d'analystes. Les principaux ressorts des régimes communistes – le monopole des partis communistes sur l'appareil d'État, le centralisme démocratique, la dictature du prolétariat – ont été en réalité une captation du pouvoir politique par une nomenklatura, c'est-à-dire une poignée d'hommes politiques cooptés en raison de leur « fidélité » au parti-État. Certes il existait, en Pologne par exemple, des partis ouvriers unifiés ou des partis paysans, mais ils servaient de courroies de transmission du parti-État. Ces régimes communistes solidifiés ont pourtant connu plusieurs contestations : en Hongrie en 1956, à Prague en 1968, à Gdansk en Pologne dès 1976 conduisant à la proclamation de l'état de guerre en 1981. Sous les effets du choc pétrolier de 1970 et des planifications falsificatrices, une pénurie persistante fait vaciller l'économie planifiée, et conduit ceux

qu'on appellera ensuite les réformateurs et les dissidents à rechercher d'autres voies, encouragés en outre, par la signature des accords d'Helsinki en 1975, portant sur les droits de l'homme. Outre ces éléments, il faut souligner les effets de l'arrivée au pouvoir en Union Soviétique en 1985 de Gorbatchev, et de la mise en œuvre de sa célèbre *Perestroïka* qui ouvre la voie à des compromis historiques avec les pays de l'Est, compromis prenant des configurations politiques différentes selon les pays. Au nom du réalisme socialiste, tous ces pays ont instauré une sorte de charte artistique et idéologique imposant des normes y compris sur la production scientifique, et ce sont les effets de ce réalisme socialiste sur les sciences sociales qu'il faut à présent appréhender, en restituant d'abord les réactions des pays de l'Ouest européen au sortir du communisme.

Après les enthousiasmes médiatiques qui ont salué la chute du mur de Berlin en 1989, au nom d'une « thérapie de choc » – tel était le slogan de l'époque – et dans le cadre d'une construction d'une Europe encore fragile, les diplomaties occidentales se sont employées à retisser des liens censés se substituer aux relations en cours pendant la guerre froide. Dans ce cadre, la France n'était pas en reste, et par le truchement du département des sciences sociales du ministère des Affaires étrangères, elle entendait participer à la rénovation des sciences sociales dans les pays de l'Est. Lors d'une réunion à l'EHESS, au début de l'année 1990, deux représentants du MAE ont demandé à Marc Augé, alors président de l'École, de mettre en place une mission exploratoire concernant l'état des sciences sociales dans les pays de l'Est, mission devant se conclure par des propositions concrètes pour retisser des liens avec les institutions scientifiques de l'Est européen. La demande est donc clairement politique, elle transite par l'EHESS pour sa mise en œuvre, et par délégation, elle me revient, puisqu'à l'époque j'étais responsable de la division des relations internationales. Dans ce moment angoissant où une telle responsabilité vous échoit, je n'ai pas saisi tous les enjeux politiques d'une telle demande, d'où l'importance de soumettre ses propres recherches à une réflexivité critique.

On aurait dû s'étonner que l'intérêt du MAE se soit porté sur les sciences sociales, alors que sa principale préoccupation a toujours été la présence culturelle française à l'étranger, et à cet égard, les archives de ce ministère seront dans quelques décennies éclairantes pour connaître pourquoi cette présence française s'est portée, dans cette conjoncture-là, sur le soutien aux sciences sociales dans les pays de l'Est. L'une des hypothèses possibles serait

que le MAE voulait équilibrer ou moduler les actions de *l'Open Society* de Georges Soros, américain d'origine hongroise, qui avait créé des dispositifs pour soutenir les dissidents dans plusieurs pays d'Europe centrale, pendant les dernières années des régimes communistes, dispositifs qui privilégiaient les sciences sociales anglo-saxonnes. Il aurait fallu aussi mettre en regard l'intervention du MAE avec l'action du Wissenschaftskolleg, en Allemagne, qui, avec des moyens beaucoup plus importants que les financements français, a mis en place des Wissenschaftskollegs déconcentrés dans de nombreux pays de l'Est. Ces deux points au moins auraient porté au jour la compétition à laquelle se sont livrés les pays européens, sans parler des États-Unis, compétition pour intervenir dans les pays de l'Est. En revanche, que le MAE s'adresse à l'EHESS apparaissait logique puisque dès la création de la VI^e section de l'École pratique des hautes études, en 1948, l'École a mis en place un programme destiné à inviter des professeurs et chercheurs « dissidents » des pays de l'Est. C'est donc en toute méconnaissance de la concurrence à laquelle se livraient les pays occidentaux à propos des sciences sociales que j'ai commencé cette mission¹.

Pour complexifier un peu plus la situation, le pouvoir politique central à Paris se déconcentrait dans les ambassades françaises de chacun des pays. En 1990, les ambassades françaises dans les pays de l'Est ne savaient plus à quelle politique se vouer, tant elles n'avaient pas anticipé ce brusque basculement. D'une certaine manière leur impréparation a été bénéfique à l'accueil de ma mission, diligentée par le MAE, donc faisant partie de leur fonction, mais également parce que c'était l'une des premières missions concernant les pays de l'Est. Envoyée par le ministère, il fallait passer par les Ambassades pour signer des accords bilatéraux, mais surtout pour obtenir des bourses pour les étudiants de l'Est. Là, on était confrontée à l'arbitraire des politiques scientifiques et culturelles de chaque ambassade, arbitraire fondé sur la formation des ambassadeurs et des conseillers culturels, sur une logique « de coups culturels » privilégiant le court terme, et sur leur vision des sciences sociales. J'ai ainsi repéré quatre attitudes différentes ou cumulées de la part des ambassadeurs et des conseillers culturels : le réflexe bureaucratique consistant à déstabiliser l'interlocuteur par un langage et des procédures bureaucratiques inconnus des universitaires ; la posture savante, souvent le fait d'universitaires reconvertis en politique, destinée, elle, à définir

1. Ce développement reprend partiellement un fragment d'un article (Lagrange, 2018 : 71-80).

séance tenante ce que doivent être les sciences sociales ; le mépris diplomatiquement déguisé sous d'aimables manières pour écarter les sciences sociales au profit des sciences dites dures ou au profit d'intellectuels médiatiques ; enfin, le recours à la raison politique reprochant à l'EHESS d'avoir invité des professeurs dissidents sous les régimes communistes. Toutefois, certains d'entre eux s'avéraient d'une hospitalité avisée, tirant parti des relations que nous avions nouées avec les « intellectuels » de ces pays. Ces comportements témoignent du caractère dominé des sciences sociales et du monde universitaire à l'égard des pouvoirs politiques. Toutefois, cette expérience en Europe centrale était aussi une confirmation empirique que parler de façon générale des pouvoirs politiques occulte le fait que la déconcentration des pouvoirs politiques diversifie et démultiplie des pouvoirs politiques locaux qui recodent les politiques nationales à leur manière, selon la formation et le plan de carrière des responsables locaux. D'où l'importance de travailler sur les pouvoirs politiques selon différents jeux d'échelles.

Quelle que soit l'attitude des responsables politiques, ces derniers partageaient un même diagnostic voulant que les sciences sociales après la chute des régimes communistes fussent sinistrées, et ce diagnostic était un consensus largement ancré dans les milieux universitaires français, en sorte que ce naufrage était tenu pour évident, et je l'ai partagé. Cette croyance, jamais passée au crible de recherches précises, voulait que le marxisme et le communisme avaient tellement contaminé les sciences sociales qu'elles n'existaient plus que sous forme de caricature ou d'instruments soumis au pouvoir politique, sans voir ce que l'on sait à présent², que d'une part, le socialisme dit scientifique était loin d'être monolithique, et que, d'autre part, des traditions scientifiques avaient néanmoins perduré, car en se focalisant sur la seule période communiste, on oubliait que l'Est européen avait participé au siècle des Lumières. Je ne suis pas loin de penser maintenant qu'il fallait poser ce diagnostic en termes de désastre et de sinistre pour avoir un motif légitime d'intervenir sur le champ académique est-européen.

Or, ce diagnostic validait la demande des institutions académiques de l'Est réclamant la mise en œuvre d'une sorte de Plan Marshall européen pour reconfigurer les sciences sociales, à partir d'un état des lieux. Procéder à un état des lieux aurait supposé la création d'une équipe de recherche et une temporalité à moyen terme, alors que le MAE voulait un résultat rapide,

2. Cf. par exemple, Forest et Mink (2004).

de sorte que l'action a court-circuité la réflexion, car l'état des lieux décrit n'en étant un qu'en pointillé. Toutefois, cette mission m'a permis de mettre à l'épreuve le bien-fondé d'un sinistre des sciences sociales. En effet, il m'est très vite apparu qu'il ne s'agissait nullement d'un sinistre, d'une dérive ou d'un simple usage politique de la science, mais de l'instauration d'un ordre politique par la science. Le socialisme scientifique n'était pas slogan : le socialisme était scientifique ou n'était pas ; c'est son caractère scientifique qui lui donnait sa pleine légitimité au même titre que la dictature du prolétariat. La science est l'une des dimensions fondatrices du communisme, véritable pilier « rationnel » d'un mode d'imposition politique. En tant qu'institution totale, le communisme a assimilé la science puisque rien ne pouvait échapper au politique, et en ce sens, la science était censée servir de socle rationnel au politique. Il ne s'agissait donc pas d'un sinistre des sciences sociales, mais de l'invention d'une nouvelle science, « une science prolétarienne », tout comme le communisme a inventé un homme nouveau. Le procès d'invention de la science par le communisme est un savant et subtil bricolage : loin de faire du passé table rase, il a recomposé le passé et l'histoire selon les dogmes en vigueur, celui d'un progrès inéluctable, d'un passé glorieux dépoussiéré de ses figures bourgeoises. En Roumanie, Nicolae Ceausescu avait compris de quelle manière il pouvait s'attacher les historiens : en leur faisant faire de l'histoire tout simplement, mais de l'histoire sur commande. Des dispositifs ont été mis en place par le régime de Ceausescu pour assurer sa légitimité de dirigeant par l'invention d'une filiation historique héroïque, et pour amorcer puis consolider le passage à hauts risques vers un communisme nationaliste, version roumaine. Il procédait par appels d'offres, en programmant de successives commémorations préparées par le travail des historiens (Dragusanu 2002). Ces commémorations lui permettaient de séparer le bon grain de l'ivraie au sein de la communauté des historiens, et de détenir des sources plus fiables que celles de la police d'État, la *securitate*. Or, tous les répondants à l'appel ne faisaient pas le même usage de l'histoire : pour certains, restés résolument professionnels, c'était une opportunité à saisir pour rompre avec la routine obligée de l'histoire universelle ; pour d'autres, parjures à la science, c'était une façon d'accéder à peu de frais à une consécration refusée par leurs pairs et obtenir ainsi des prébendes ; pour une minorité, c'était une fin de non-recevoir qui se soldait par la perte de son poste et par d'incessantes tracasseries administratives pouvant conduire à la prison. En Tchécoslovaquie, en Pologne et en Hongrie, une minorité

d'historiens se sont alors spécialisés dans des périodes historiques perçues comme anodines et peu dangereuses politiquement par les pouvoirs en place : l'Antiquité grecque ou latine, le Moyen-Âge sont devenus des périodes refuges, des périodes de prédilection pour les historiens qui étaient ou sont devenus dissidents : tel a été le cas de F. Smahel à Prague, devenu cependant laveur de carreaux, ou de B. Geremek à Varsovie, emprisonné puis assigné à résidence, ou de Karol Modzeleski, médiéviste polonais emprisonné pendant huit années et qui vient de publier ses mémoires (Modzeleski 2018). Les autres disciplines (sociologie, psychologie, anthropologie) qualifiées de sciences bourgeoises, ont également été mises au pas, au sens où la tâche qui leur était assignée se bornait à établir des faits, en les falsifiant parfois, sans interrogation sur le statut de ce qu'est un fait. Les chercheurs collectaient des données, en sorte qu'un chercheur était surtout un chasseur collecteur, un transcripateur d'une « réalité » politiquement préconstruite. Les moments de l'effet de connaissance et de l'effet d'intelligibilité du processus de recherche étaient soit prudemment ignorés, soit plus souvent élaborés dans le registre de l'orthodoxie communiste qu'on ne saurait confondre avec la théorie marxiste. En effet, hormis un professeur à l'Université de Bucarest, longtemps interdit d'enseignement, je n'ai jamais rencontré de professeurs qui ont enseigné le marxisme à partir des œuvres de Marx, alors que tel était le cas lorsque j'étais étudiante en Sorbonne.

Toutefois, obsédée que j'étais par les effets du communisme sur les sciences sociales, c'est tout autre chose, tout aussi destructeur, que j'ai trouvé sur le terrain : l'engouement pour le post-modernisme, le poststructuralisme, tous les « post » semblait être le futur désirable des sciences sociales. On ne me parlait pas des recherches en cours, mais on m'assurait en revanche que des dizaines de manuscrits étaient dans les tiroirs prêts à être publiés, manuscrits que j'ai demandés à lire pour d'éventuelles publications, sans qu'un seul me soit confié. On s'apercevait alors que les ouvrages d'auteurs comme Foucault, Deleuze, Derrida, Lyotard et d'autres avaient circulé sous le manteau, et pour mes collègues de l'Est européen, les sciences sociales étaient postmodernes ou n'étaient pas. Cette vision postmoderne des sciences sociales était de surcroît soutenue par la circulation de la pensée libérale de l'ouest à l'est, à travers notamment les colloques *Tocqueville et la démocratie*, nommés par mes collègues de l'Est, *Les tocquevilliades à l'Est*, et qui ont mis un terme à la recherche d'une troisième voie politique, leitmotiv dans les pays de l'Est pendant la décennie 1990. Corrélativement tout

faisait retour : le retour du religieux, le retour de la démocratie, le retour au pluralisme des partis, un retour qui court-circuitait le moment communiste pour relier directement la période de l'entre-deux-guerres et l'après-communisme. L'une des réticences les plus ancrées tenait au rejet de travailler à partir de données empiriques et de faire du terrain, tâches réservées aux petites mains pendant le régime communiste. Mes interlocuteurs demandaient de la théorie, de la philosophie politique et marquaient un engouement tout particulier pour les sciences politiques, refusant obstinément d'aller sur le terrain pour appréhender les effets de la sortie du communisme.

Face à la complexité de cette situation, comment agir pour les sciences sociales, en se gardant d'un côté de reproduire les schèmes de pensée communiste, et de l'autre, en refusant que les sciences sociales fussent réduites au postmodernisme ? Comme dans toute situation d'observation, on se retrouve aux prises avec les enjeux des recompositions politiques du champ scientifique, pendant la période dite de transition, dans lequel les reclassements et les reconversions des chercheurs et des universitaires redessinaient une carte académique instable, marquée au sceau de l'honneur perdu ou de la fière estime. L'éthique de la responsabilité consiste, dans ce cas, à ne pas s'ériger en tribunal d'épuration scientifique. « Ni dénier, ni juger »³, telle était l'attitude qu'il fallait tenir pour parvenir à travailler ensemble, sans pour autant se penser et se sentir au-dessus de la mêlée, pour que l'action scientifique « occidentale » ne soit pas une humiliation supplémentaire. Pour tenter de sortir de cette maladie de la science, et essayer d'ouvrir un espace où la recherche pourrait inventer d'autres normes et d'autres logiques que celles qui l'avaient conduite à sa perte, il fallait faire des choix, et ceux-ci étaient imposés par les soutiens financiers publics, en sorte que toute action scientifique se devait de rester modeste, mais incisive, en donnant la priorité à la formation à la recherche par la recherche, enseignement inconnu dans ces pays. Si l'on mettait en perspective l'action future et la formation à la recherche, on obtenait mécaniquement la population sélectionnée : les doctorants, au grand dam des professeurs qui voulaient que l'action de l'EHESS s'adresse à eux qui se disaient « génération sacrifiée ». Privilégier la génération des étudiants n'était pas une façon de donner une prime à la jeunesse. On voulait à travers elle, transmettre à nouveau la critique des protocoles de

3. Derrida, J., « Avouer-L'impossible, "Retours", repentir et réconciliation », actes du Colloque des intellectuels juifs de langue française, textes réunis par J. Halpérin et N. Hansson, Paris, Albin Michel, 2001, p. 181-215.

recherche, les règles de rigueur de construction des objets, la pluralité des approches théoriques, bref construire une classe d'âge en jeunes chercheurs, qui une fois promus docteurs assureraient la relève, en accédant aux responsabilités dans les Académies des sciences et les universités. Prendre la décision de privilégier les doctorants fut le résultat d'un vrai dilemme. Former des doctorants à la recherche par la recherche s'est traduit pratiquement par la création d'Ateliers en sciences sociales à Varsovie, Prague, Budapest, Sofia et Bucarest. Le terme atelier, peu en vogue dans les années 1990, faisait référence à *l'Atelier de l'histoire* de F. Furet (1983), à *l'Atelier du roman* de Milan Kundera⁴, terme qui attestait de la volonté de transmettre et de faire circuler des recherches, des approches et des tours de main pour refonder les sciences sociales, et ce terme désigne aussi les *Ateliers de la pensée*⁵ qui se tiennent régulièrement à Dakar et à Saint Louis du Sénégal.

Ce dispositif devait toutefois prendre en compte différentes contraintes qu'il convenait de garder à l'esprit si l'on voulait que l'entreprise soit autre chose qu'un feu de paille. La part non extensible du financement du ministère des Affaires étrangères, les charges d'enseignements et de recherche des collègues, le souhait de chacun des pays de voir respectée sa singularité ont été les trois servitudes qu'il fallait intérioriser.

Le dispositif de l'Atelier s'est imposé comme réponse possible dans les conditions de l'après 1989, dispositif flexible et évolutif à mesure des recompositions institutionnelles. Un Atelier, c'est un lieu, un programme d'enseignements, des doctorats en cotutelle, un espace de redéploiement de solidarités scientifiques tout en participant en pleine légitimité à la circulation internationale des idées. La force des lieux est, dans le cas des Ateliers, inversement proportionnelle à la modestie de l'espace. Leur insertion spatiale au cœur même des Universités, l'aménagement d'un espace de travail composé d'une bibliothèque, d'une salle d'ordinateurs, et d'une salle de séminaires dessinent une zone franche et affranchie des règles académiques désuètes, espace de travail réinvesti très vite en espace de convivialité par les étudiants. Les étudiants se sont approprié ces espaces en y imprimant leur marque, notamment autour du rituel du café, moment propice à des échanges informels, mais qui transforment une population aléatoire d'étudiants en un groupe de doctorants soucieux de créer un territoire studieux,

4. *L'Atelier du roman* est une revue bisannuelle créée notamment en collaboration avec M. Kundera.

5. *Les Ateliers de la pensée*, Philippe Rey/Jimsaan, Dakar, 2016.

convivial et solidaire. Constituer une bibliothèque fut le plus urgent, puisque les ouvrages en sciences sociales étaient inexistantes ou trop chers. Ces petites bibliothèques ont été essentielles et je rêve qu'on puisse en constituer une semblable ici à Bamako.

Les lieux des Ateliers sont ponctués de séminaires réguliers. Le programme des enseignements est défini chaque année en commun avec des collègues des différentes universités de l'Europe médiane, et se traduit par le choix d'un thème décliné tous les quinze jours ou tous les mois par des séminaires donnés par des enseignants-chercheurs appartenant à toutes les disciplines des sciences sociales. Le croisement des regards disciplinaires sur un même thème est sans nul doute un des apports les plus décisifs des Ateliers en ce qu'il introduit non seulement à l'interdisciplinarité mais surtout à l'histoire de la constitution des disciplines, à montrer la labilité de leurs frontières, de leurs approches parentes ou distinctives. Les séminaires sont moins des moments de transmission des connaissances que des temps de réflexion rétrospective sur la constitution des savoirs, des catégories de pensée, et des règles qui fondent leur élaboration. La formation à la recherche et par la recherche n'est donc pas un slogan publicitaire ; c'est à partir des aléas d'un travail singulier que chaque enseignant restitue plus largement le cheminement d'un procès de recherche, et les ficelles du métier (Becker 1988). La transmission de l'expérience du métier constitue, en effet, le seul point de convergence pour des doctorants travaillant sur des sujets différents et dans diverses disciplines, mais qui, à la faveur de la mise en scène du travail d'un chercheur en situation d'analyse, ont la possibilité de confronter leurs difficultés à une pluralité de contextes dont il appartenait aux enseignants de mettre au jour les régularités, les singularités, les possibles biais et les chausse-trappes.

Il fallait aussi exiger une formation sanctionnée par un diplôme, à l'époque le DEA, ancêtre du master, construire une collaboration entre enseignants de chaque pays de l'Est et de l'EHESS. Le dispositif reposait sur l'obtention d'un DEA en deux ans : la première année dans le cadre de l'atelier, la seconde à l'EHESS, puis la possibilité pour les étudiants de faire une thèse en cotutelle, pour parvenir à la parité scientifique entre étudiants de l'Est et de l'Ouest. Pour la première année dans chacun des pays, il fallait sélectionner des étudiants en fonction de ce qu'on pouvait espérer de renouvellement des thématiques, et convaincre les collègues de l'EHESS d'aller enseigner à l'Est. Renouveler les sujets supposait de parvenir à défaire

les étudiants de la certitude que seule l'histoire des idées et la théorie était digne d'une thèse, persuadés qu'ils étaient que le terrain, les archives et les données empiriques étaient le lot d'un passé révolu. La dizaine de séminaires des collègues de l'EHESS et le tutorat individuel qui m'était imparti leur ont permis d'arriver en DEA à l'EHESS, avec un projet qui satisfaisait aux exigences d'un DEA. Il fallait persuader les collègues de l'EHESS d'aller enseigner à l'Est, habitués qu'ils étaient à enseigner aux États-Unis, en Allemagne ou en Italie, ou dans des contrées plus exotiques pour ceux se réclamant des aires culturelles. L'esprit d'institution, la curiosité envers des pays sortis du communisme, la conviction que la circulation des savoirs était l'un des éléments agissant dans la construction européenne et dans l'instauration des démocraties naissantes, l'urgence de redonner une place à des disciplines en déshérence ont été les ressorts d'un engagement collectif et durable. Ces collègues revenaient à Paris, convertis à la cause de l'Europe centrale, de sorte que s'est constitué un noyau dur de collègues sur lesquels on savait pouvoir compter. L'urgence était d'ancrer l'esprit critique dans le champ scientifique, y compris à l'endroit des enseignements dispensés, afin que nul étudiant ne s'affilie désormais à une pensée sans la soumettre à la question, principe tant scientifique que démocratique. Dans ce corps à corps intellectuel que constitue le séminaire et plus encore la direction d'une thèse, les étudiants ont réappris la logique d'un procès de recherche, l'appel à l'exigence, et recouvré la confiance scientifique de soi.

Le dispositif de l'Atelier a permis à des étudiants de l'Est non seulement de venir à Paris faire leur DEA et leur doctorat, mais de rompre avec des approches essentialistes ou dogmatiques pour se réapproprier le sens critique des sciences sociales, et d'avoir une réflexivité sur chacun des moments de construction de leur doctorat. Les ateliers sont donc la résultante d'une générosité intellectuelle et civique de tous les acteurs, qui, sans manifester tonitruant, ont contribué par leur seule volonté d'action collective à faire émerger des espaces modestes mais tangibles dans lesquels s'élaborent de nouveaux savoirs partagés. En exposant les contours du dispositif des ateliers, tout se passe comme si j'avais oublié qu'ils étaient issus d'une commande politique, et il faut à présent s'interroger sur les conditions de compatibilité entre position de chercheur et d'acteur chargé d'une mission précise.

2. Les ressorts d'une expérience : la sociologue sur le terrain

J'ai parlé d'expérience sans toutefois donner un éclairage sur la position située du sujet de l'expérience, et sans dire comment je me suis arrangée pour éviter que les traces de la commande politique française et celles des concurrences académiques occidentales dans les pays de l'Est aient le moins d'effets possible. Cela revient à réfléchir sur les atouts et les handicaps de tout chercheur partant sur le terrain. Il s'agit dans ce cas pour le chercheur/acteur de se garder de tous les côtés, et de se ménager des moments et une autonomie de réflexion. Dès lors, je me suis comportée sur le terrain, comme le font les sociologues et les anthropologues, en faisant de l'espace académique un terrain, et en tenant un carnet de terrain qui au bout du compte couvre 14 cahiers. En outre, n'ayant jamais adhéré au Parti communiste, je n'avais pas la hargne des repentis à son endroit, mais ayant été formée au marxisme à la Sorbonne, j'étais aussi avertie contre les dégâts du libéralisme, appelée de leurs vœux par toute l'Europe centrale.

Bizarrement, j'ai été guidé par une odeur qui a joué comme une boussole sur le terrain : l'odeur de lignite qui me saisissait à la descente d'avion, odeur caractéristique de l'industrie lourde et des combinats du temps du communisme, véritable métaphore des scories du communisme encore vivaces, qui m'ont gardée d'envisager le terrain en termes de franche rupture avec le communisme, car si nul ne se disait ouvertement communiste, les corps eux en portaient encore la marque. Cette odeur/boussole, je ne sais si mes collègues à l'Est la sentaient encore, mais j'ai présupposé qu'ils devaient vivre dans un monde déglingué à l'image des bus, des trams, et des voitures. J'ai d'abord tenté de saisir les conditions quotidiennes dans lesquelles mes collègues de l'Est avaient toutes chances de vivre. J'ai assisté au déboulonnage des statues des héros soviétique et nationaux, j'ai vu les longues files d'attente devant des magasins désespérément vides, j'ai fréquenté des bars et des restaurants dans lesquels manger était improbable, j'ai repéré les beaux quartiers réservés aux apparatchiks et ceux où étaient relégués les Tziganes, et j'ai repéré un détail récurrent : chaque personne dans la rue portait un sac en plastique quelle que soit l'heure du jour, car chacun quittait son travail dès qu'un arrivage de café, de beurre ou de sucre était connu, signe de la pénurie généralisée.

Le sinistre de ces villes souvent sans éclairage contrastait avec le gigantisme architectural des académies des sciences et des universités, gigantisme

qui allait de pair avec la normalisation des institutions. Je les ai appréhendées par le haut si j'ose dire, car aucun rendez-vous ne pouvait avoir lieu si on ne passait pas par la direction. Le rituel était toujours le même : une secrétaire accueillait dans le hall « la délégation française » même si j'étais seule, qui me conduisait dans le bureau du président, bureau normalisé lui aussi, avec sa table de réunion où figuraient le drapeau du pays et le drapeau français, un bureau sans dossiers ni livres, sans ordinateur, éclairé par de chiches lumières. Il s'agissait d'obtenir l'autorisation de visiter les départements et les centres de recherche, alors que les présidents n'avaient en tête que l'invitation du président de l'EHESS pour signer des accords afin de se réinsérer dans les réseaux internationaux. Après ce jeu de dons et contre-dons avec les présidents, j'ai obtenu toutes les entrées dans les universités et les académies. Sur le terrain, j'avais également un précieux atout qui m'a ouvert les portes : je venais de l'EHESS, qui, pour mes interlocuteurs, était le lieu où s'écrivait la revue des *Annales*, revue connue de nombre d'universitaires de l'Est, en sorte que l'institution annihilait ma personne, et j'étais perçue par eux, comme une représentante de l'EHESS, et donc une passeuse de demandes.

Dans les centres et dans les départements universitaires, mes interlocuteurs étaient plus proches des sciences sociales et j'ai donc procédé par entretiens non directifs pour saisir le contenu des recherches et leurs attentes face à de possibles coopérations. C'était sans compter avec le discours formaté auquel devait consentir tout responsable de centres. J'étais alors noyée sous une avalanche de chiffres et de statistiques destinés à indiquer le nombre pléthorique de chercheurs, le nombre de publications, de colloques interpayés de l'Est, bref, une logique du résultat chiffré, et rien sur le contenu. Le rituel voulait que je réponde en présentant l'EHESS : je m'empressai de souligner que c'était une petite structure, et j'adaptai le récit sur l'École aux spécialités de mes interlocuteurs, en insistant sur les controverses scientifiques qui traversaient les sciences sociales pour montrer la pluralité des approches.

D'évidence, je ne pouvais me satisfaire de ces discours formatés. Il fallait donc que je pénétre ces institutions par le bas et de petits événements m'y ont aidée. Dans plusieurs cas, des chercheurs ont forcé la porte du bureau des directeurs pour voir « la représentante de l'EHESS », d'autres m'ont rejointe une fois dans la rue, d'autres avaient mon adresse à l'hôtel. Je me suis ainsi retrouvée dans un maillage de rendez-vous incessants, et

tout devenait beaucoup plus compliqué. Ce moment-là fut une véritable épreuve de terrain. Je suis devenue le déversoir des rumeurs assassines qui classaient les collègues sur une échelle allant de la trahison à la noblesse d'esprit. En l'absence de lois de lustration, c'est-à-dire de lois ou de procédures condamnant soit les crimes du communisme, soit des individus au vu de leurs engagements passés, notamment dans les polices d'État, qui ont souvent été votées après les années 2000, le champ académique se constituait en tribunal d'épuration. La fonction de ces rumeurs était de procéder à l'auto-épuration du milieu scientifique, en discréditant les collègues politiquement et scientifiquement, pour mieux se placer. Ceux désignés comme traîtres comprenaient les collaborateurs au régime communiste à qui ils devaient leur poste ; les imposteurs rassemblaient les dissidents autoproclamés de la dernière heure, certains émigrés de retour, et ceux qui avaient su tourner rapidement leur veste, en affichant des thématiques « occidentalisées » ; les médiocres, majoritaires, qui continuaient de donner leurs cours comme par le passé sans se préoccuper des recompositions en cours ; enfin les intouchables, minoritaires qui bénéficiaient de leur statut de dissidents en raison de leur engagement éthique et politique au-dessus de tout soupçon. Cela se traduisait par une surveillance de mes déjeuners ou rendez-vous : si je déjeunais avec l'un, l'autre le discréditait, quand un troisième me prévenait contre ma naïveté, mais je suis parvenue à rencontrer tout le spectre des positions de ces chercheurs. Un autre atout a joué en ma faveur : pour la première et dernière fois, être une femme m'a beaucoup servi. Une femme n'est pas dangereuse dans un monde où l'honneur scientifique se joue entre hommes, en sorte que les briscards de la recherche me faisaient spontanément confiance et se laissaient aller à des confidences sur leurs trajectoires passées et leurs ambitions futures. L'écoute empathique sans pour autant apporter une caution, me faisait comprendre ce que l'abdication à la cause scientifique de certains collègues devait à leur situation de transfuges de classe par le biais de la discrimination positive universitaire en faveur des fils d'ouvriers et de paysans. Ces collègues, classés dans la catégorie des traîtres par leurs homologues, étaient d'autant plus portés à encenser le pouvoir communiste que ce dernier leur avait permis d'échapper au travail manuel pour devenir des travailleurs scientifiques. L'aveu de ces bannis de la science, toujours énoncé à titre individuel et jamais publiquement, était au principe d'un espoir de rachat, d'un possible blanchiment dans les réseaux scientifiques européens. Parmi ceux classés dans les traîtres, deux figures montrent

la manière diamétralement opposée d'incarner l'habit de traître, et ces deux figures sont des femmes, très minoritaires parmi les chercheurs. L'une avait tout de l'*hexis* corporel de l'Ancien Régime, vêtue d'un tailleur gris, véritable uniforme de la travailleuse scientifique, assise toute raide sur la chaise : elle n'a pas desserré les dents pendant toute la réunion, mais son regard témoignait d'une rage rentrée à l'écoute de ses collègues et face à moi. L'autre était la réplique inversée : vice-présidente de l'Académie des sciences, habillée à l'occidentale, très à l'aise, elle monopolisait la parole, en falsifiant les modalités de son action pendant le communisme, et en citant Sartre et Camus sans à-propos. Tout aussi difficile était la relation aux dissidents historiques, issus pour la plupart des sciences sociales, et bien connus de surcroît à l'EHESS, où ils avaient été boursiers. Forts d'une légitimité incontestée à l'Est comme à l'Ouest, ils apparaissaient comme les interlocuteurs tout désignés pour renouer des collaborations scientifiques. Leur notoriété et leur soutien en Occident les plaçaient en première ligne, et l'on était enclin à céder à ce capital de sympathie. Or, et je l'ai très vite pressenti, la subversion politique n'est pas un gage infaillible de lucidité et d'invention scientifiques, et, si nombre de dissidents sont devenus des hommes politiques de tout premier plan, rares sont ceux qui ont eu une action décisive dans la refondation des sciences sociales. Ces classements et déclassements autochtones sont loin d'être spécifiques à l'Europe de l'Est, comme l'a bien montré Pierre Bourdieu pour la France dans son ouvrage, *Homo Academicus* (1984) mais dans ce contexte, ils donnaient matière à des stratégies de reconversion rapides qui conduisaient les enseignants et les chercheurs à faire de la recomposition des sciences sociales un moyen de sauvetage individuel, auquel il fallait s'opposer pour penser collectivement l'espace des sciences sociales.

L'autre difficulté que j'ai rencontrée sur le terrain concerne la façon de me présenter et de me comporter face à des gens de pouvoir, alors que dans mes recherches personnelles, je travaillais avec des « gens de peu ». L'ostentation des signes du pouvoir mis en scène par les présidents d'académies ou d'universités, et par les ambassadeurs m'a conduite à ne pas jouer le jeu mais à jouer *avec* le jeu. Face à ces corps constitués, la formation sociologique est le plus sûr rempart pour désenchanter ces situations, et savoir que sa position n'est pas du côté des jugements et jeux mondains, ni d'une mise en scène de sa culture. Cette difficulté rejoint les remarques d'Hélène Chamboredon et de Fabienne Pavis dans leur article « *S'imposer aux imposants* » (1994) dans lequel elles insistent sur le fait que l'entretien n'est pas une

simple technique, mais une relation sociale, et partant, il faut savoir gérer l'écart entre les positions sociales. Jouer avec le jeu tient du funambule : il faut s'adapter juste un peu pour être écoutée, rester soi-même en toutes occasions, ne pas prendre l'habit de la déléguée de l'EHESS, argumenter pied à pied face aux façons de discréditer les sciences sociales. Enfin, il fallait savoir ne pas transiger avec les règles universitaires, et opposer une stricte fin de non-recevoir lorsque des ministres et des présidents d'université me téléphonaient pour m'informer que leur fils, leur fille ou leur belle-fille étaient candidats lors des commissions de sélection des étudiants de l'atelier. Le clientélisme, l'un des modes de fonctionnement du communisme, était si incorporé aux mentalités et aux structures, que le refus était perçu comme une impolitesse (elle ne sait pas se tenir) et non comme une norme professionnelle.

De ces constats, j'ai tiré plusieurs enseignements. Le premier concerne un débat récurrent dans les sciences sociales concernant la « bonne entrée » sur le terrain, et la perspective théorique qu'elle induit : l'approche par le haut ou l'approche par le bas, clivage suscité notamment par l'ouvrage d'Edward Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise* (1963) et par les *Subaltern Studies* en Inde. Si entrer sur le terrain académique à l'Est impliquait que l'on y entre par le haut, j'ai aussi privilégié les rencontres avec les sans-grade, les petites mains, approche dite par le bas, car je tiens qu'on ne peut totalement comprendre les enjeux du champ académique si on n'articule pas propriétés des dominants et effets sur les dominés, tout en mettant l'accent sur la capacité d'action de ces derniers. Le deuxième enseignement est aussi induit par le terrain : pour les raisons liées à la dégradation éthique due aux effets différés du communisme, j'ai consciemment écarté la possibilité de reconstruire les sciences sociales en misant sur les professeurs, malgré l'insistance de leurs demandes et la préférence des pouvoirs politiques locaux. Le troisième enseignement fut de prendre au sérieux la dégradation éthique du milieu académique pour ne pas participer à sa reproduction avec la classe d'âge des étudiants. Pour transformer les rumeurs revanchardes *ad hominem* en travail collectif d'examen du passé, le moyen le plus efficace était de procéder par un détour français. En déplaçant sur le cas de la France les difficultés et avatars du travail sur la mémoire politique et l'histoire, on créait par un effet miroir les conditions pour que l'impensé devienne pensable. À cet effet, ont été multipliés les séminaires sur la Shoa, sur l'Affaire Dreyfus, sur l'histoire de la Résistance et de la collaboration, sur le régime

de Vichy, sur la guerre d'Algérie afin de rendre manifestent l'importance de l'histoire du temps présent et les controverses et méthodes des historiens qu'elle suscitait. De la même manière, l'ouvrage de François Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au xx^e siècle* (1995) a été l'un des éléments déclencheurs pour parvenir à persuader certains étudiants de travailler sur les archives et la période communistes, eux qui protestaient vigoureusement contre Furet, qui, n'ayant pas vécu sous le joug communiste, n'était pas légitime pour en faire l'histoire, accusation récurrente et toujours active de la pensée « autochtoniste » en sciences sociales. Le quatrième enseignement concernait la légitimité du concept de « transition » que chercheurs occidentaux et de l'Est utilisaient pour qualifier cette période incertaine entre une économie étatique et une économie de marché. Ce concept assignait mécaniquement le devenir des sociétés de l'Est à une économie libérale et à une définition occidentale de la démocratie.

Ainsi, avec la chute des régimes communistes, une science, la transito-logie, déjà testée dans les pays de l'Amérique latine, s'est imposée comme nœud et carrefour des collaborations entre chercheurs de l'Est et de l'Ouest, devenant ainsi la seule grille de lecture des transformations économiques et politiques à l'Est, qui, dans une perspective évolutionniste accréditait l'idée d'un lien nécessaire entre économie libérale et démocratie, sans ouvrir la voie à de possibles bifurcations. Ces moments instables et ces temps bouleversés étaient traversés par des ruptures décisives et par des continuités sociales, que corroboraient mes notes de terrain, et c'est donc l'incertitude qui définissait le mieux ce temps suspendu. Le cinquième enseignement tiré du terrain, au vu du primat donné à l'essayisme, aux débats d'idées et aux théories, a été de faire circuler en Europe centrale le meilleur et les meilleurs des collègues de l'EHESS, mais avec la consigne de mettre l'accent sur le travail de terrain, sur le travail d'archives et la restitution des difficultés du procès de recherche, souvent resté invisible dans les ouvrages publiés. Il fallait, en effet, cette légitimité des « grands hommes » pour ancrer durablement et pour rendre légitime et valoriser un nécessaire tournant empirique pour apporter des preuves aux hypothèses avancées, et faire le va-et-vient entre approches théoriques et données empiriques. J'ai appris, en outre, de ce terrain, que moins les dispositifs d'enseignement étaient institutionnalisés, plus on avait de marge de manœuvre universitaire pour échapper aux injonctions de tous bords et de tous ordres. Enfin, ce terrain a porté au jour la fragilité des sciences sociales : les sciences sociales sont photosensibles au

politique, d'où l'importance de lutter pour leur assurer le plus d'autonomie possible. Toutefois, il faut se demander si ces ateliers, dispositif partiellement hors normes et hors sol institutionnels, n'ont pas assuré à leur tour la domination des sciences sociales de l'Ouest sur celles de l'Est.

3. La force de la violence symbolique à propos de la circulation des savoirs

Le cas des ateliers en Europe centrale conduit à s'interroger sur les rapports de domination entre institutions et écoles de pensée dans le monde académique, puisque la circulation des savoirs véhicule aussi des pouvoirs, et partant, invite à penser ce que la circulation internationale des sciences sociales comporte d'ethnocentrisme, voire d'ethno-occidentalisme, mais aussi d'illusion concernant les effets des sciences sociales sur le fonctionnement du monde académique à l'Est, et plus encore sur les pouvoirs politiques aux prises avec l'instauration des démocraties.

Lors de mes premières missions, je ne me suis jamais demandé si la transmission des savoirs pouvait comporter une violence symbolique, douce, impalpable, civilisée mais aussi violente. Pour mener à terme ce genre de mission, il faut croire fermement aux sciences sociales. Cette croyance était guidée par une quadruple conviction : la conviction que les sciences sociales détiennent un pouvoir d'intelligibilité des mondes sociaux et historiques ; qu'elles ont des effets émancipateurs en termes d'émergence des démocraties naissantes ; la conviction d'une nécessaire autonomie des sciences sociales par rapport à tous les pouvoirs politiques ; la conviction enfin que la circulation internationale des idées et des recherches est au principe d'une plus grande autonomie des sciences sociales par rapport aux ancrages nationaux. En toute méconnaissance de cause, et au nom d'une sorte de vocation à rendre les sciences sociales universalisables, à travers les Ateliers, nous avons imposé un registre tenu pour légitime des façons de faire et de penser en sciences sociales, alors qu'il s'agissait d'un registre particulier propre aux traditions scientifiques françaises, elles-mêmes produits de multiples confrontations internationales. Si nous n'avons jamais soutenu la thèse d'un sinistre des sciences sociales dans les pays de l'Est, nous avons crédité toutefois la thèse du retard des pays de l'Europe centrale dans le domaine des sciences sociales, qui supposait de mettre en œuvre une logique de rattrapage par des séminaires intensifs et des lectures. La thèse du retard comportait cependant

un biais ethnocentré consistant à donner comme horizon souhaitable la parité scientifique entre l'Est et l'Ouest, mais en se référant aux sciences sociales à l'Ouest. En fonctionnant comme « texte caché », cette thèse du retard était d'autant plus plausible qu'elle était corroborée par les collègues et étudiants de l'Est. Les effets de cette violence symbolique n'ont pas fait l'objet de discussions ou de dissensions, tant était incorporée la certitude d'un retard des sciences sociales à l'Est. Je n'ai jamais entendu de protestations contre cette violence symbolique, mais peut-être existaient-elles sous le manteau, dans les « coulisses ». Un livre d'un collègue de l'Est européen, publié en 1999⁶, traduit parfaitement cette violence symbolique et cette déprise, quand il restitue les effets de cette dépossession soudaine de son savoir, face au « pieux silence » de collègues « occidentaux » soucieux de ne pas le froisser, lors de l'une de ses prestations.

Pourtant, la croyance dans les sciences sociales au principe de la transmission des savoirs était une croyance soucieuse d'échapper à la logique de « l'import-export intellectuel », pour reprendre les termes de Bourdieu. En organisant des séminaires à trois voix, un collègue de l'Est, un de l'EHESS et un doctorant, on a créé autant que faire se peut les conditions d'un échange où se croisaient des approches, des connaissances, des doutes, et des hésitations. Or, très vite, les doctorants se sont opposés aux séminaires à 3 voix, arguant du fait qu'ils pouvaient écouter ailleurs les professeurs de leur université, et qu'ils voulaient seulement des séminaires assurés par des collègues de l'EHESS qui, disaient-ils, leur « ouvraient des fenêtres ». Ne pas faire de « l'import-export intellectuel » supposait également que les ouvrages et auteurs étudiés soient resitués dans le contexte de leur production et dans l'histoire des disciplines. À cet égard, rien de mieux que de faire circuler certains auteurs, à condition qu'ils jouent le jeu, c'est-à-dire, par un retour réflexif sur leur travail, qu'ils exposent « les ficelles du métier » pour reprendre le titre de l'ouvrage d'Howard Becker. Et ces retours réflexifs ont été la matrice de la fondation de sciences sociales critiques à l'Est, c'est-à-dire leur capacité à interroger les catégories à travers lesquelles est pensé le monde social, en les dénationalisant, dénaturisant, sécularisant, à partir d'une socio genèse de leurs constructions, et en déconstruisant l'évidence « *du monde tel qu'il va* » (Boltanski 2008), et ces approches critiques étaient l'exacte réplique inversée de la critique communiste de la science bourgeoise occidentale.

6. Vintila Mihailescu, *Fascinatia diferentei*, Editura Paideia, Bucaresti, 1999.

Cette violence symbolique n'a pas conduit pour autant à la soumission pure et simple des doctorants de l'Est. Ils étaient fascinés, certes, mais seulement le temps de passer aux travaux pratiques, c'est-à-dire à la construction de leur doctorat. La transmission des savoirs a donné des armes critiques et des outils cognitifs à de nouvelles cohortes d'étudiants, qui se sont réapproprié méthodes et théories pour les agencer et les confronter aux mondes sociaux et historiques de l'Europe centrale. Les nombreuses thèses soutenues en témoignent, qui renversaient, déconstruisaient, tissaient et croisaient approches et propositions françaises et anglo-saxonnes, de sorte qu'il n'y avait pas eu inféodation à un système de pensée et à des façons de faire particuliers, mais réagencement d'une pluralité de propositions scientifiques. Ces thèses témoignent également que ces outils critiques ont été mis au service de sujets de thèses socialement et politiquement sensibles, et auparavant impensables : la question juive, les polices politiques, les études de genre, les intouchables Unions des écrivains, la débrouillardise comme sens du jeu économique sous le communisme, reconvertie en esprit d'entreprise, tels sont quelques exemples que j'ai réunis dans un ouvrage, *Fragments du communisme en Europe centrale* (Lagrange 2011) qui atteste que la fascination pour les sciences sociales dites occidentales a fait place à une méthode maîtrisée. Toutefois, mettre seulement l'accent sur la violence symbolique au principe des échanges scientifiques entre l'Ouest et l'Est serait méconnaître une violence symbolique plus violente encore : celle exercée par les nouveaux pouvoirs politiques et les nouvelles normes de l'économie de marché qui ont pesé sur la recomposition du champ académique, et sur la professionnalisation des étudiants formés dans ces ateliers. Les objectifs attendus de l'école doctorale étaient de former aux sciences sociales une classe d'âge dans le but de faire accéder les étudiants à des postes d'enseignants-chercheurs dans les institutions académiques des pays de l'Est afin d'en rouvrir le fonctionnement très hiérarchique et cloisonné, d'ancrer les vertus de l'interdisciplinarité, de renouveler les thématiques légitimes des recherches, et de créer un esprit de corps des étudiants, pour peser collectivement sur les évolutions des institutions académiques de l'Est. Or cette relève a été partielle, pour de multiples raisons. Titulaires d'un doctorat de l'EHESS, certains docteurs revenus dans leur pays se sont vu opposer un refus d'accéder à des postes académiques au motif qu'ils étaient privilégiés par rapport à leurs homologues formés sur place, et on les tenait coupables d'avoir instauré une concurrence déloyale. Un des effets pervers des ateliers

a été de constater les usages que les étudiants ont fait de leur doctorat. Les ateliers sont en effet devenus un vivier pour des reconversions en politique, et des reconversions managériales. L'alternance entre fonctions académiques et fonctions politiques de plusieurs docteurs semble bien constituer une singularité centre européenne. Le déclin du prestige et des conditions salariales des universitaires dans les pays de l'Est a favorisé les reconversions ou les bifurcations dans le champ du pouvoir. Certes, dans ces pays, la porosité des frontières entre champ universitaire et champ politique est plus accentuée qu'à l'Ouest, de sorte que les compétences et les titres universitaires sont des ressources reconvertibles et agissantes pour se placer en politique. On peut penser aussi qu'en l'absence de grandes écoles formant la « noblesse d'État », le champ politique en Europe centrale n'a d'autre recours que d'attirer des personnes déjà consacrées par le système universitaire. Plus encore, on peut se demander si cette figure de l'entre-deux n'est pas devenue la figure de l'intellectuel en Europe centrale. Si tel était le cas, cette figure participerait plus du réalisme politique que de l'engagement critique au nom d'une autorité universitaire, et cette figure de l'entre-deux viendrait ainsi nuancer, diversifier et rouvrir la définition légitime de l'intellectuel, adossée historiquement à la figure d'intellectuel engagé *contre* le pouvoir politique. Ce sont surtout des docteurs en histoire qui se sont reconvertis en politique, devenant ministres ou sous-secrétaires d'État, alors que certains anthropologues sont devenus ambassadeurs, et les sociologues, eux, ont été dans leur majorité convertis à l'esprit managérial. Face à la pénurie des postes académiques, à l'indigence des salaires universitaires, aux multiples sollicitations engendrées par le passage à l'économie de marché, pour les sociologues, le salut leur semblait venir d'une insertion dans des niches professionnelles qui ont émergé « du nouvel esprit du capitalisme » (Boltanski et Chiapello 1999). Encouragés en cela par la circulation ouest/est de managers soucieux de s'implanter à l'est, certains sociologues ont intégré des ONGs internationales censées participer au développement d'une économie libérale, d'autres ont créé des *think tanks*, destinés à transformer des idées en propositions politiquement agissantes, et en Bulgarie ils sont appelés « chamanes bleus », d'autres sont devenus des commentateurs politiques des diverses élections dans leur pays, d'autres encore plus nombreux sont devenus des experts, persuadés qu'ils restaient cependant sociologues. Or, si la frontière entre expertise et sciences sociales est poreuse, leur logique est, elle, presque inversée. L'expertise permet d'établir des diagnostics, d'élaborer des directives,

et, en partant de données empiriques recueillies, elle fait des propositions pour améliorer tel ou tel secteur de la société. L'expertise entérine une commande publique ou celle d'ONGs, sans reconfigurer cette commande par les questions hérétiques posées par les sciences sociales. La logique de l'expertise est l'action, celle des sciences sociales est la connaissance. Les sciences sociales n'ont pas pour vocation de répondre aux questions extérieures à elles-mêmes, ou alors il faut les réélaborer, et dire, s'il le faut, que la question est mal posée, voire piégée. L'expertise, elle, est la mise en forme savante de problèmes désignés comme tels par les pouvoirs publics ou autres, alors que pour les sciences sociales, il peut n'y avoir pas de problème du tout, ou un problème autre, ou, à tout le moins, les termes du problème sont mal posés, engendrant une approche d'appréhension des faits sociaux déjà toute tracée. Les contingences matérielles de certains doctorants de l'Est les ont conduits à l'expertise, mais pour rester dans la raison des sciences sociales et ne pas consentir à la raison publique, il faut alors reconfigurer les questions, redéfinir le périmètre de la recherche, proposer un autre mode d'intelligibilité que le modèle prêt à penser des politiques publiques. Ces reconversions multiples touchaient même les usages que l'on faisait des disciplines en sciences sociales : un docteur diplômé en histoire médiévale pouvait se retrouver du jour au lendemain directeur d'un institut de sciences politiques nouvellement créé, tout comme un docteur en littérature était promu à la direction d'un institut sur la mémoire et le temps présent. Ces trajectoires disciplinaires inversées étaient justifiées par la formation interdisciplinaire dans le cadre des ateliers, alors qu'elles résultaient de réseaux d'affinités politiques. Cet usage stratégique de l'interdisciplinarité a donc servi certaines carrières, alors que tel n'était pas l'objectif.

À partir de cet exemple des pays de l'Est, on ne peut certes pas monter en généralité, mais on peut toutefois avancer certaines remarques concernant le caractère dominé des sciences sociales, et la difficulté d'assurer leur autonomie par rapport à tous les pouvoirs politiques. J'ai essayé de vous montrer en effet qu'il ne suffisait pas de plaider la cause des sciences sociales, car pour les pouvoirs politiques de l'Ouest comme de l'Est, les sciences sociales ne sont ni une cause à défendre, ni une préoccupation majeure. Pour le MAE et les ambassades françaises, les sciences sociales étaient une cause culturelle comme une autre, sorte de supplément d'âme dans la réorganisation des échanges diplomatiques après la chute du mur de Berlin, quand pour les pays de l'Est, tout occupés à réussir la transition vers l'économie de marché,

c'était un moyen parmi d'autres de se réaffilier à l'Ouest en attendant leur entrée dans la communauté européenne. Ce désir d'entrer dans l'Europe était si fort que, par exemple, un président d'une académie des sciences a demandé à Marc Augé, président de l'École, de plaider auprès des pouvoirs politiques français l'entrée de son pays dans l'Union Européenne. Cette demande n'était pas du tout déplacée : elle témoignait que tout représentant d'un pouvoir, fût-il uniquement universitaire, était amalgamé à un pouvoir politique aux yeux de nos interlocuteurs à l'Est.

Pour rendre compte de l'inégalité des échanges scientifiques, il faut notamment prendre en charge la tension entre savoir et pouvoir, universalisme et particularisme, sans céder toutefois au relativisme culturel, pour s'interroger sur les conditions de possibilité d'un horizon universalisable des sciences sociales. Si comme le montre Bourdieu (1998 : 109) « l'impérialisme culturel repose sur le pouvoir d'universaliser les particularismes liés à une tradition historique singulière en les faisant méconnaître comme tels », on peut dire que les ateliers ont universalisé la tradition historique occidentale des sciences sociales, ce que certains appellent l'ethno-occidentalisme, mais ces ateliers ont pris le plus grand soin de restituer leurs héritages historiques, les profits qu'elles ont tiré de la confrontation de différentes traditions, de sorte qu'on ne peut totalement parler à propos des ateliers de domination de la raison impérialiste, mais de domination de la raison libérale sur l'ensemble des sciences sociales à l'Ouest comme à l'Est. Il s'agit d'autant moins de raison impérialiste que les pays d'Europe centrale partageaient avec ceux de l'Ouest un fonds commun, celui du siècle des Lumières dont les héritages intellectuels étaient remobilisés lors des débats en sciences sociales. En outre, l'insistance constante sur les approches critiques dans les sciences sociales dans le cadre des ateliers, en donnant une place centrale aux opérations critiques et réflexives, on a ainsi donné aux étudiants des moyens de retourner leur réflexivité critique sur le contenu des séminaires. À partir de cette expérience, je ne suis pas loin de penser que s'il y a un registre des sciences sociales universalisable, c'est celui des sciences sociales critiques. À condition que l'approche critique se déploie sur l'ensemble des inégalités structurelles et de leurs effets sur les subjectivités des agents sociaux, sur le procès de recherche, et sur le point de vue du chercheur. Ce qui suppose, s'agissant des sociétés des pays de l'Est, de ne pas focaliser l'analyse sur le seul moment communiste, coupable de tous les maux de ces sociétés en crise, mais d'examiner comment les règles et les normes des régimes communistes

ont travaillé ces sociétés à telle enseigne que les effets différés du communisme étaient encore agissants. Pour se faire, il faut montrer qu'au-delà des discours publics, l'ordre social communiste a exploité et aliéné certains groupes sociaux tout en faisant émerger une élite à son service.

Toutes choses n'étant pas égales par ailleurs, et sans vouloir établir une homologie entre communisme et colonialisme, il existe des parentés entre la façon d'appréhender le communisme et la façon d'envisager le colonialisme. À la lecture des projets de thèses de doctorants lors des sélections des étudiants pour l'école doctorale itinérante francophone qui s'est tenue en 2016 à Bamako, puis en 2017 au Sénégal et tout récemment à Cotonou, il m'est apparu que le colonialisme était partout, et à juste raison étant donnée l'histoire coloniale de vos pays. Toutefois, le colonialisme figure en introduction, sorte de rapide fonds historique, alors qu'il s'agit de saisir au contraire les effets encore agissants du colonialisme sur un espace et un moment historique précis, en se gardant de faire du colonialisme le sujet unique des dominations actuelles. Ainsi, la référence rituelle à la « bibliothèque coloniale », chère aux *Ateliers de la pensée* de Saint-Louis du Sénégal, devrait se traduire en une analyse précise des archives coloniales sur une région, pour en montrer à la fois la diversité selon les applications régionales et la complexité du travail de domination coloniale, qui, pour dominer n'a eu de cesse de s'adapter aux configurations régionales et aux intérêts changeants de la colonisation. En effet, s'il y a « ruse impérialiste », tout laisse penser qu'elle s'exerce tant sur l'Europe, l'Afrique et les autres parties du monde, et qu'elle seule a su s'universaliser, mais la ruse est si réussie qu'elle est masquée derrière les figures du communisme, du colonialisme et du libéralisme, et qu'elle s'exerce sur le champ des sciences sociales par esprit managérial et expertises interposés. Dès lors, travailler à rendre les sciences sociales universalisables, serait sans doute travailler à rendre la ruse impérialiste inacceptable, c'est-à-dire à en dévoiler les ressorts y compris sur les sciences sociales, et ce travail est le travail de tous, quels que soient les pays. Au lieu de débattre sans fin sur l'ethno-occidentalisme, il me semble urgent de savoir ce qu'on en fait, et de lutter ensemble, avec les armes des sciences sociales critiques contre la ruse impérialiste. Et cette ruse dont j'avais déjà saisi quelques traces a fait son chemin en Europe centrale, tout entière vouée à un capitalisme le moins régulé. Sans s'attarder sur les évolutions politiques populistes de certains pays de l'Europe centrale, il faut mentionner le travail de sape que certains gouvernements ont fait sur les sciences sociales. Par exemple,

en Hongrie, l'Université Europe Centrale, créée en 1991 par G. Soros, est en passe d'être fermée, et le gouvernement Orban a interdit les études de genre dans les universités hongroises en plein mois d'août dernier. Le pouvoir politique qu'il soit communiste ou libéral n'a jamais cessé d'intervenir dans le champ des sciences sociales en destituant des disciplines ou des thématiques, et en leur donnant des lignes directrices. En conséquence, c'est moins le registre du régime politique qui est en jeu que la force du pouvoir politique sur les sciences sociales. Destituer les sciences sociales, cependant, c'est par là même reconnaître leur pouvoir subversif, et partant, ce discrédit conforte la volonté de développer la critique sociale. En outre, les réactions internationales suscitées par les emprisonnements de collègues turcs, telle Pinar Selek, emprisonnée et torturée pendant deux ans, chinois, et tunisiens sous Ben Ali, ou celles contre le gouvernement hongrois témoignent, au-delà d'une simple solidarité, de quelque chose encore embryonnaire qui serait de l'ordre de la construction d'un « intellectuel collectif » appelé de ses vœux par Bourdieu. Si la croyance, chevillée au corps, en la vocation émancipatrice des sciences sociales m'a servi de boussole et de justification, les évolutions actuelles en Europe centrale m'ont permis de désenchanter la visée émancipatrice des sciences sociales, pour leur restituer finalement ce qu'elles sont : la production de connaissances.

Pour conclure, si je reprends les paroles de cet étudiant malien, Gabriel C, après sa formation dans un pays de l'Est, « *cette éducation contraste avec la nature de l'étudiant noir*, car inadaptée aux réalités africaines », je dirai que ce que les sciences sociales nous apprennent, c'est qu'il n'y a pas de *nature* de l'étudiant noir, et que les sciences sociales ne sont pas faites pour *s'adapter* aux réalités africaines, occidentales ou autres, mais pour les mettre au jour en termes de connaissance, en passant par une description minutieuse des sociétés, pour être en mesure ensuite d'en comprendre les ressorts, et d'en proposer l'un des registres d'intelligibilité. Face à ce travail gigantesque, se servir comme argument de la spécificité de l'Occident, de l'Afrique ou des pays de l'Est me semble un argument faible au regard de notre tâche commune qui est celle de dévoiler les effets de « la ruse impérialiste » sur les sciences sociales.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Becker, H. S., 1988, *Les ficelles du métier*, Paris, Éditions de la Découverte.
- Boltanski, L., 2008, *Rendre la réalité inacceptable. À propos de la production de l'idéologie dominante*, Paris, Demopolis.
- Boltanski, L. et Chiapello, E., 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- Bourdieu, P., 1984, *Homo academicus*, Paris, les Éditions de Minuit.
- Bourdieu, P. et Wacquant, L., 1998, « Sur les ruses de la raison impérialiste », *Actes de la recherche en Sciences Sociales*, 121-122, 1998.
- Chamboredon, H. et Pavis, F., 1994, « S'imposer en s'imposant », *Genèses*, 16, p. 114-132.
- Dragusanu, A., 2002, « La commémoration des héros nationaux en Roumanie par le régime communiste de Nicolae Ceausescu (1965-1989) », 316 p., thèse de doctorat de l'Université Laval, sous la direction de B. Jewsiewicki.
- Forest, M., et Mink, G., 2004, *Post-communisme : les sciences sociales à l'épreuve*, Paris, L'Harmattan.
- Furet, F., 1983, *L'Atelier de l'histoire*, Paris, Flammarion, 1983.
- Furet, F., 1995, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Robert Laffont/Calmann-Lévy.
- Lagrange, R.-M., 1998, *Voyage aux pays d'une utopie déchue. Plaidoyer pour l'Europe centrale*, Paris, PUF.
- Lagrange, R.-M., 2018, « Retour à Bucarest », *Psihologia Sociala*, 41, p. 71-80.
- Lagrange, R.-M. (dir.), 2011, *Fragments du communisme en Europe centrale*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- Leclerc-Olive, M., 2015, *Étudier à l'Est. Expériences de diplômés africains*, Karthala/FMSH.
- Mihailescu, V., 1999, *Fascinatia diferentei*, Editura Paideia, Bucuresti.

Modzeleski, K., 2018, *Nous avons fait galoper l'histoire. Confessions d'un cavalier usé*, Paris, éditions de la MSH.

Thompson, E. P., 1963, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Éditions du Seuil.